

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

## POUR L'ANNEE 2025

Séance de Conseil Municipal du 4 Mars 2025

## I – Budget principal

### ELEMENTS DE CONTEXTE :

Rappelons que le budget principal de la Commune est passé en nomenclature M 57 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Le budget annexe « local commercial » reste en nomenclature M4.

#### Eléments de contexte général :

Les années 2022, 2023 et 2024 ont été marquées par des conflits mondiaux majeurs, suivies de périodes de crise économique avec une forte inflation. Cette dernière s'est établie en moyenne annuelle à +2,0 % en 2024 après deux années marquées par des taux d'inflation nettement plus importants (+4,9 % en 2023 et +5,2 % en 2022).

Selon les prévisions, la croissance de 2025 serait de l'ordre de +1% (+1,1 selon l'INSEE et +0,9% selon la Banque de France) avec une inflation a priori contenue aux environs de +1,6% en 2025.

Le contexte national est très particulier après la censure du Gouvernement Barnier début Décembre 2024, et la mise en place de la Loi Spéciale et l'absence de Projet de Loi de Finances 2025 et de budget pendant deux mois. Le contexte budgétaire du pays avec un déficit établi à 6% du P.I.B. a poussé le Gouvernement Bayrou à poursuivre l'idée de solliciter les Collectivités pour contribuer au redressement des comptes nationaux. Même si cet effort passe de 5 Mds€ proposé par le Gouvernement Barnier à 2,2Mds€ sous le Gouvernement Bayrou, l'impact sur les budgets des Collectivités reste lourd et aura certainement un impact négatif sur l'investissement public. Cette décision intervient à deux niveaux :

- L'Etat a décidé par décret le 30 Janvier 2025 la hausse de 12 points du taux de contribution des Collectivités à la CNRACL (Caisse de retraite des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers) entre 2025 et 2028. Cette décision coûtera 1,2 milliard € aux collectivités en 2025, et impactera fortement les finances de la ville les quatre prochaines années,
- D'autre part, l'Etat a décidé de mettre en place un dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales dit « DILICO », qui coûtera près de 1 milliard € en 2025 aux Collectivités. Celui-ci concernera 2099 collectivités locales : 12 Régions (dont la Région Normandie), 48 Départements (dont celui de l'Eure), 131 intercommunalités et 1 908 communes. Vous le verrez plus loin, cette mesure nationale aura en 2025 un impact significatif sur les finances de la Commune avec une ponction de 30.721€ en 2025.

Par ailleurs, il est à noter la forte baisse de 850 M€ des crédits attribués au Fonds Vert par rapport à 2024. Il sera, en effet, doté de 1,15 Mds€ de budget en 2025 contre 2 Mds€ en 2024.

Dépenses en hausse, recettes peu dynamiques, la capacité d'autofinancement des collectivités risque à nouveau d'être mise à mal en 2025. Jamais les collectivités locales n'auront eu à construire leurs orientations budgétaires et leurs budgets dans un contexte aussi pénalisant.

#### Le contexte communal :

Pour rappel, la Commune a subi en 2022, 2023 et 2024 de fortes hausses de charges de fonctionnement sur les fluides, sur les repas dans les écoles, sur les charges de personnel et une forte inflation.

Notons également la forte diminution des cessions de biens immobiliers dans le secteur en 2023 et 2024 qui a pour conséquence une chute des recettes des droits de mutation pour la Commune passant de 155.000€ en 2023 à 105.000€ en 2024.

A cela vient s'ajouter une dynamique de plus en plus faible des recettes de fonctionnement de la Commune et en particulier au niveau des recettes fiscales. Comme les trois années précédentes, la prospective budgétaire devient donc un exercice délicat et critique au regard de la réalité des chiffres.

Ainsi, il est possible de résumer le contexte communal qui reste très contraint pour 2025 avec les perspectives suivantes :

- **Des hausses de charges de fonctionnement incompressibles pour +114.000€ environ :**
  - Hausse de 3 points de la cotisation CNRACL (retraite) : +56.483€ (Idem pour 2026, 2027 et 2028),
  - Augmentation de la cotisation Urssaf sur les Accidents de Travail en 2025 : +19.045 €,
  - Assurance bâtiments et multirisque : hausse de + 8.000€ entre 2024 et 2025,
  - Impact de l’inflation sur le chapitre 011 (1,9M€ x 1,6%) : 30.400€.
- **Des baisses de recettes de fonctionnement incompressibles pour 85.000€ environ :**
  - DMTO (recettes des droits de mutation) : -50.000€ en 2025 (155K€ au BP 2024 et 105K€ perçus),
  - DGF : -4.000€ suite à la baisse continue de la population,
  - Ponction par l’Etat de 30.721€ en 2025 (DILICO) sur les recettes de fonctionnement.

**Soient des hausses de dépenses de 114.000€ en 2025 et des baisses de recettes de 84.721€.**

Comme cela était écrit dans les ROB de 2023 et de 2024, la Commune a engagé dès 2022 un travail approfondi sur la maîtrise et la rationalisation de ses dépenses de fonctionnement afin d’optimiser et de réaliser des économies sur les dépenses de fonctionnement.

De manière concrète, cela se traduit notamment par les actions suivantes :

- Rationalisation des abonnements (-7.000€) en 2023 et 2024,
- Rationalisation des dépenses de téléphonie entre 2022 (43K€) et 2025 (27K€) : économie de -16.000€,
- Optimisation de la taxe sur le bâti de la commune : -2.000€ par an avec 8.000€ récupérés sur 2018-2021,
- Economie de 6.000€ d’indemnités des élus depuis début 2024,
- Optimisation du logiciel pour l’état-civil : économie de 600€ /an.

Ce travail se poursuit bien évidemment au quotidien dans le cadre de la poursuite d’une gestion financière rigoureuse. Lors de la préparation du budget 2025, ce travail d’optimisation et de rationalisation des dépenses s’est poursuivi. L’optimisation des recettes a également été travaillé comme le montre les exemples évoqués ci-dessus.

**1- DONNEES GENERALES**

**Population au 1<sup>er</sup> janvier 2025** : 5 265 habitants (Source INSEE).

**Création commune nouvelle** : 1<sup>er</sup> janvier 2016

**Communes historiques** : Aubevoye – Sainte Barbe sur Gaillon – Vieux Villez

**Tous les chiffres présentés pour le budget principal sont exprimés en euros et en TTC. Seul le budget annexe « local commercial » est un budget HT assujetti à la TVA avec des chiffres présentés en HT.**

**Prévisions pour le Compte Administratif 2024 :**

Selon les dernières estimations établies, les chiffres du compte administratif 2024 devraient être proches du tableau suivant :

	Fonctionnement		Investissement
Recettes	7 153 481 €	Recettes	1 145 816 €
Dépenses	6 863 030 €	Dépenses	2 764 321 €
<b>Résultat exercice</b>	<b>290 451 €</b>	<b>Résultat exercice</b>	<b>- 1 618 505 €</b>
Report 2023	2 379 303 €	Report 2023	1 407 185 €
<b>Résultat à affecter</b>	<b>2 669 754 €</b>	<b>Résultat à affecter (D001)</b>	<b>-211 320 €</b>
		RAR	- 253 866 €
		<b>Résultat</b>	<b>- 465 186 €</b>
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>2 204 568 €</b>	

Le tableau de synthèse ci-dessous montre les évolutions des grandes masses financières sur les quatre dernières années en intégrant le prévisionnel du compte administratif 2024 :

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 Prévisions
Résultat de fonctionnement	2 487 467 €	2 517 192 €	2 570 181 €	2 564 898 €	2 669 754 €
Résultat reportable en N+1	2 487 467 €	2 517 192 €	2 570 181 €	2 564 898 €	2 669 754 €
Dépenses réelles de fonctionnement	5 263 145 €	5 722 011 €	6 402 938 €	6 328 276 €	6 477 882 €
Recettes réelles de fonctionnement	6 558 935 €	6 632 357 €	6 793 876 €	7 422 328 €	7 143 486 €
Recettes réelles de fonctionnement - Dépenses réelles de fonctionnement	1 295 790 €	910 346 €	390 938 €	1 099 327 €	665 603 €
Epargne brute	1 290 090 €	905 346 €	386 039 €	1 055 020 €	665 603 €
Epargne nette	1 020 039 €	744 927 €	222 219 €	887 634 €	494 477 €
Encours de dette au 31/12 de chaque année (emprunts)	1 581 359 €	1 420 940 €	1 257 120 €	1 089 734 €	918 610 €
Capacité de désendettement (en année)	1,2 an	1,6 an	3,3 ans	1 an	1,4 an

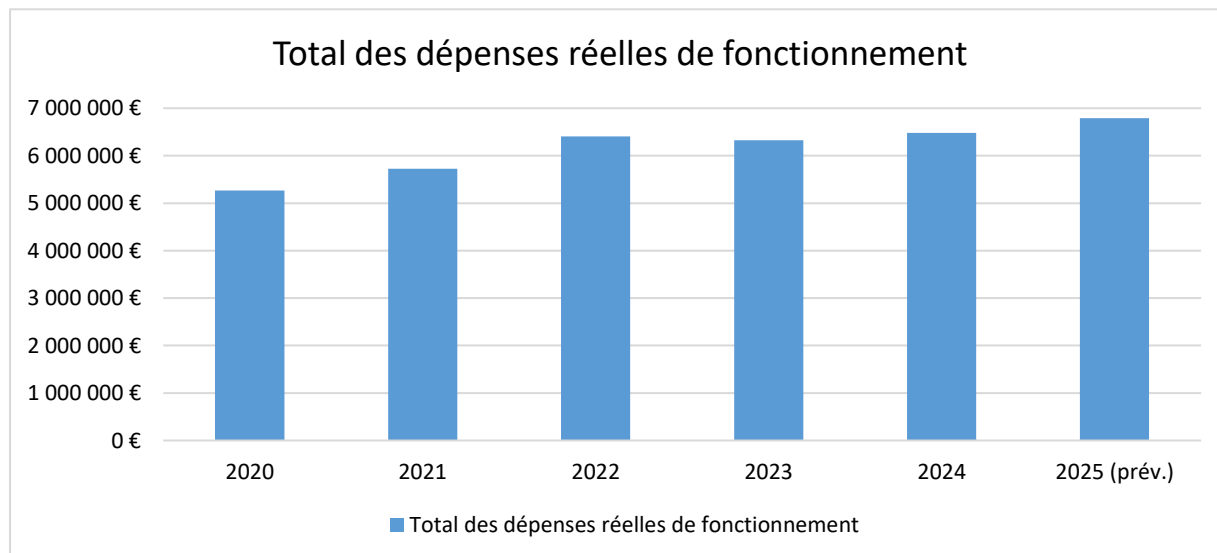
On notera une hausse des dépenses réelles de fonctionnement de 23,08 % entre 2020 et 2024. Les recettes réelles de fonctionnement montrent une augmentation de 8,92 % entre 2020 et 2024. Le désendettement s'est poursuivi de manière continue entre 2020 et 2024. La capacité de désendettement reste à un niveau très bas à 1,4 an.

## 2- LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

### 2.1 Dépenses de fonctionnement :

Le tableau ci-dessous reprend les dépenses réelles de fonctionnement réalisées et leur évolution :

Années	Dépenses réelles de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2020	5 263 145 €	-5,85 %	938
2021	5 722 011 €	+ 8,71 %	1 088
2022	6 402 938 €	+11,90 %	1 196
2023	6 328 276 €	-1,16 %	1 185
Prévisions 2024	6 481 080 €	+2,42 %	1 222
Prévisions 2025	6 799 582 €	+ 4,92 %	1 291



## Charges à caractère général (Chapitre 011) :

Chapitre 011	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prévisions)
<b>Dépenses</b>	1 317 332 €	1 485 973 €	1 811 879 €	1 637 297 €	1 806 325 €	1 940 000 €

Ce chapitre permet de régler les dépenses relatives aux fluides, aux locations immobilières, à l'entretien des terrains, des bâtiments et des voiries, aux contrats d'entretien et de maintenance, aux fournitures administratives, aux primes d'assurances multirisques, aux remboursements de frais et aux impôts et taxes.

Il est à noter que le chapitre 011 a augmenté de +10,32% entre 2023 et 2024. Cela s'explique notamment par le fait que la DDFIP a imposé aux collectivités le transfert de l'assurance statutaire - 120.000€ environ pour la commune - du chapitre 012 vers le chapitre 011.

Pour les orientations 2025 de ce chapitre, et compte tenu de l'inflation prévue pour 2025, il est envisagé une augmentation de ce chapitre d'environ 7% entre le réalisé 2024 et le budgétisé 2025. En effet, le taux d'inflation sur 2024 a été de +2 % après deux années marquées par une forte inflation de +4,9% en 2023 et de +5,2% en 2022.

Dans le prolongement des actions de réduction des dépenses de fonctionnement menées depuis fin 2022, le travail de maîtrise des dépenses de fonctionnement sera poursuivi en 2025 quand cela est possible. Il est rappelé que ce chapitre contient les dépenses d'électricité et de gaz dont les prix restent à des niveaux élevés avec des variations importantes possibles.

Le détail de chacun des principaux postes de dépenses en augmentation est présenté ci-après.

### Repas de cantine :

Chapitre 011/ Article 6042	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
<b>Dépenses</b>	79 529 €	114 613 €	140 600 €	168 268 €	156 142 €	160 000 €

La Commune dispose d'un marché public jusqu'au fin Août 2025 avec la société NEWREST pour la fourniture et la livraison de repas en liaison froide pour les cantines scolaires. Entre 2021 et 2024, il est constaté une augmentation des dépenses de +39,60 % de ce poste. Cette augmentation est en partie due à la hausse importante de la fréquentation des cantines consécutive à la mise en place de la tarification des repas à 1€ en Septembre 2021 mais aussi à la conjoncture économique avec une majoration du tarif du repas supporté par la Commune à hauteur de +13,39%.

### Electricité :

Chapitre 011/ Article 60612	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
<b>Dépenses</b>	159 842 €	173 395 €	173 120 €	236 035 €	244 538 €	240 000 €

Jusqu'en 2020, la Commune était soumise au tarif réglementé pour les bâtiments et l'éclairage publique de moins de 36 kVA ; et en marché pour les bâtiments supérieurs à 36 kVA.

La Commune dispose aujourd'hui de marchés publics qui sont divisés en trois lots :

- Un lot pour les bâtiments de – de 36 kVA,
- Un lot pour les bâtiments de + 36 kVA,
- Un lot pour l'éclairage publique de – 36 kVA.

En 2021, la fin du tarif réglementé pour les comptages de moins de 36 kVA a provoqué une hausse du tarif. Le SIEGE 27 a mis en place un groupement de commande au 1<sup>er</sup> Janvier 2022 pour les années 2022 à 2025. Ce groupement de commande a été mis en œuvre par le SIEGE 27 à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2026. Le Conseil Municipal a déjà délibéré pour se positionner sur ce groupement de commande. Le Conseil Municipal devra statuer d'ici fin 2025 sur son adhésion ou non au groupement de commande en fonction des résultats de l'appel d'offres piloté par le SIEGE 27.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, la Commune a adhéré au groupement de commande du SIEGE 27 pour les comptages inférieurs à 36 kVA et pour l'éclairage public, ce qui a permis de stabiliser ce poste.

L'augmentation du prix de l'électricité constatée en 2022 et 2023 (et ce, malgré la mise en place de l'amortisseur énergétique pour l'électricité), s'est poursuivie en 2024 avec l'arrêt de l'amortisseur énergétique au 31 décembre 2023 et ce malgré une baisse du tarif des comptages supérieurs à 36 KVA. La hausse du prix de l'électricité pour l'éclairage public de moins de 36 KVA a été compensée par l'extinction partielle de l'éclairage la nuit. Ainsi, les charges d'électricité pour l'éclairage public passent ainsi de 87.244€ en 2022 à 81.642 € en 2023, malgré la hausse du prix du Mwh.

Pour les orientations 2025, les hypothèses suivantes ont été retenues :

- Prise en compte de la baisse annoncée au 01 février 2025,
- Une diminution d'environ 25 % par rapport à 2024 du tarif du Mwh pour les comptages supérieurs à 36 KVA.

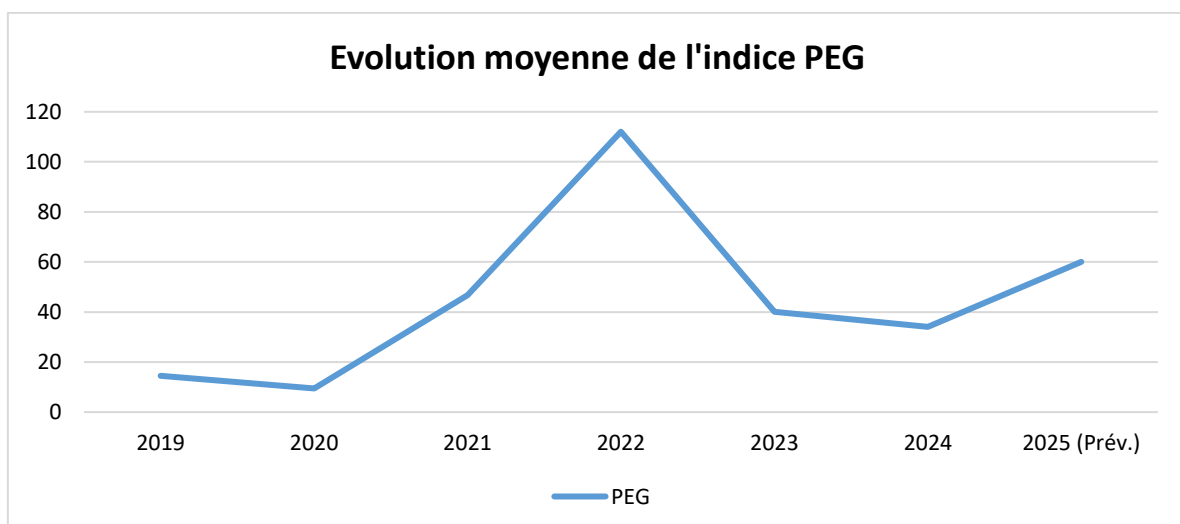
#### Gaz :

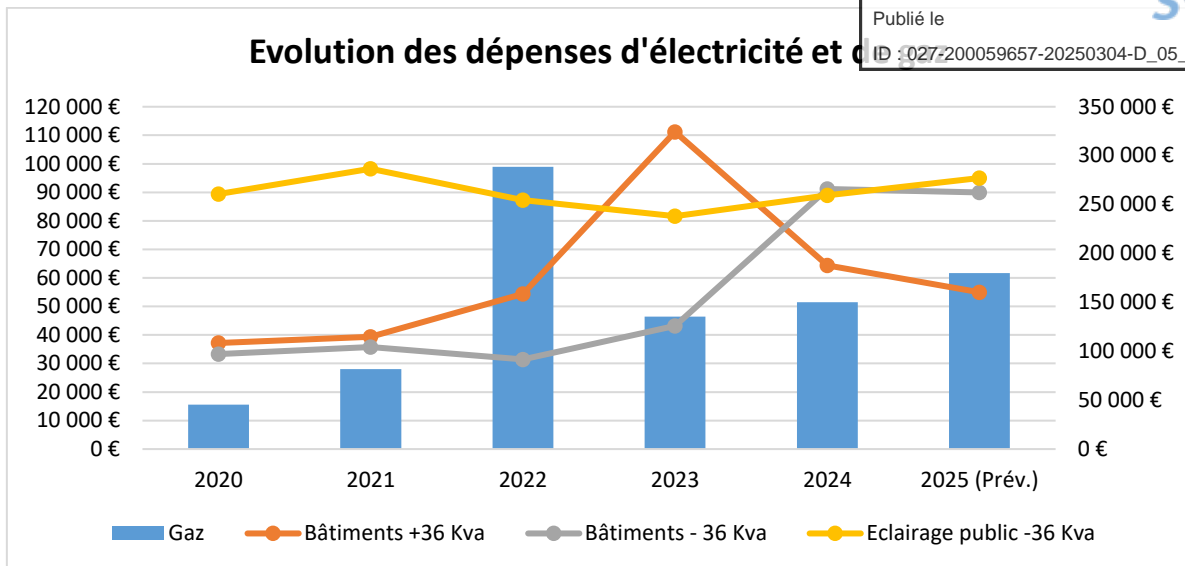
Chapitre 011/ Article 60612	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (prév.)
<b>Dépenses</b>	45 540 €	81 837 €	288 689 €	135 447 €	150 249 €	180 000€

Depuis 2018 et jusqu'au 31 décembre 2030, la Commune dispose d'un marché public concernant le P1 (fourniture de gaz) de la collectivité pour assurer le chauffage des bâtiments communaux. Le prix du gaz dans ce marché est indexé en grande partie sur l'indice « Point Echange Gaz Monthly » qui a subi une forte augmentation entre 2021 et 2022 (avec un pic à 170 en Août 2022 suite au conflit en Ukraine). Cet indice a diminué d'environ 64% entre 2022 et 2023. L'indice est passé d'une moyenne annuelle de 112 en 2022 à une moyenne annuelle de 40 en 2023 puis à une moyenne annuelle de 34,07 en 2024.

Pour les orientations 2025, il est fait l'hypothèse que cet indice sera sur une valeur moyenne prudente de 60 sur l'année 2025.

Cet indice a évolué de la manière suivante :





### Charges de personnel (chapitre 012) :

Chapitre 012	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
<b>Dépenses</b>	3 226 866 €	3 314 641 €	3 723 818 €	3 895 986 €	3 847 636 €	4 050 000 €

Ce chapitre permet de régler les dépenses relatives aux salaires et charges, ainsi que de la médecine du travail. Il faut rappeler que ce chapitre a subi deux augmentations successives imposées par l'Etat en 2022 et 2023 avec une revalorisation de +3,5% du point d'indice le 01/07/2022 et +1,5% le 01/07/2023.

Il est à noter que le chapitre 012 a diminué de -1,24% entre 2023 et 2024. Cela s'explique notamment par le fait que la DDFIP a imposé à la Commune le transfert de l'assurance statutaire de 120.000€ environ du chapitre 012 vers le chapitre 011.

Pour les orientations de 2025, l'objectif est de maintenir les emplois nécessaires aux besoins et attentes.

Pour l'élaboration du budget primitif 2025, il sera nécessaire de prendre en compte les prévisions de dépenses suivantes :

- L'impact sur l'ensemble de l'exercice 2025 de l'augmentation 3 points sur les cotisations retraite de la CNRACL pour un montant de 56.500 € environ (cette augmentation se poursuivra en 2026, 2027 et 2028),
- L'impact de l'augmentation du taux de cotisation sur les accidents du travail avec un impact financier de 19.000€ sur le budget 2025,
- Les avancements d'échelons et de grade ainsi que la revalorisation du SMIC.

En conclusion, ces éléments nous conduiraient à prévoir en 2025 une enveloppe d'environ 4 050 000 € sur le chapitre 012.

### Evolution du nombre de salariés dans la Collectivité :

Le tableau ci-dessous indique l'évolution du nombre d'agents faisant partie des effectifs présents dans la Collectivité au 31/12 :

Au 31 Décembre	2020	2021	2022	2023	2024
Titulaires	70	79	88	82	80
Non Titulaires	26	21	17	22	19
Contrats Aidés	0	3	2	1	2
Apprentis	4	7	4	4	2
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>110</b>	<b>111</b>	<b>109</b>	<b>103</b>

Le ratio « Chapitre 012 / Dépenses réelles de fonctionnement » permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement. On notera une légère diminution entre 2023 et 2024 qui s'explique notamment par le basculement de l'assurance statutaire (120.000€ environ) du chapitre 012 vers le chapitre 011 en 2024.

012 / DRF	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
Ratio	61,31 %	57,93 %	58,16 %	61,44 %	59.37 %	59.65 %

#### Atténuation de produits (chapitre 014) :

Chapitre 014	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév)
Dépenses	80 285 €	89 608 €	92 824 €	83 899 €	74 073 €	75 000 €

On retrouve dans ce chapitre le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC) qui est reversé à l'Etat.

En 2024, la commune a reversé la somme de 74 073 € et a reçu pour la 1ère fois la somme de 55 159 €. Comme le prévoit le Pacte Financier et Fiscal établi avec l'Agglomération, une partie de la Dotation de Solidarité Communautaire reçue de l'Agglomération Seine Eure a pris en compte ce reversement de 55 159 € à la commune et la Dotation de Solidarité Communautaire a donc été réduite de 33 057 €.

#### Autres charges de gestion courante (Chapitre 65) :

Chapitre 65	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
Dépenses	568 523 €	762 801 €	718 641 €	652 162 €	707 420 €	680 000 €

Ce chapitre permet de régler les dépenses relatives aux indemnités des élus, au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS27 / + 5 540 € entre 2023 et 2024 et + 22 101 € entre 2019 et 2024), les participations aux groupements communaux ou intercommunaux (SIGA 3C), la dotation annuelle au budget du CCAS, les subventions des associations, la participation au séjour scolaire linguistique, de plein air et culturel de plus de 5 jours et les autres charges exceptionnelles.

Pour les orientations 2025 de ce chapitre, il est proposé de diminuer la participation au SIGA 3C pour la passer de 68.000€ en 2024 à 53.000€ en 2025. En effet, le SIGA 3C a réalisé moins de dépenses que prévu en 2024, ce qui permet de faire ressortir un excédent en 2024 et de réduire ainsi la participation communale de 15.000€ en 2025 pour les communes de Gaillon et du Val d'Hazey.

En 2025, il est prévu une dotation au CCAS de 50.000 € et un versement de 15.100 € au budget annexe « local commercial » (boucherie et Snack-Parc).

Concernant l'enveloppe prévisionnelle des subventions attribuées aux associations, il est prévu de la réduire pour passer d'une enveloppe de 178.000€ en 2024 à 150.000€ environ en 2025.

#### Intérêts de la dette (Chapitre 66) :

Ce chapitre comprend les intérêts de la dette, les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs. Les ICNE (Intérêts Courus Non Échus) sont compris.

Chapitre 66	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
Dépenses	57 392 €	51 906 €	47 646 €	47 473 €	41 911 €	39 850 €

L'enveloppe pour 2025 est proposée en fonction des emprunts actuellement en cours et de l'évolution à la hausse des taux variables. **La réalisation d'un nouvel emprunt sur 2025 n'est pas prévue.**



### **Charges exceptionnelles (Chapitre 67) :**

De 2018 à 2022, en M14, ce chapitre comprenait les titres antérieurs annulés, la participation au séjour scolaire de plus de 5 jours.

A partir de 2023 avec le passage en M57, ce chapitre comprend les titres antérieurs annulés. La participation au séjour scolaire de plus de 5 jours et autres charges exceptionnelles sont transférées dans le chapitre 65.

Chapitre 67	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
Dépenses	12 748 €	17 082 €	8 130 €	5 920 €	518 €	10 000 €

Pour les orientations de ce chapitre en 2025, il est proposé de disposer d'une enveloppe permettant de répondre à toute demande d'annulation de titres antérieurs. Il sera mis la même enveloppe en recette pour répondre à toute demande d'annulation de mandats antérieurs.

### **Dotations aux provisions et dépréciations (Chapitre 68) :**

Dans le cadre d'une démarche de gestion responsable et transparente et dans le respect du principe de prudence énoncé dans l'instruction M57, la commune peut décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque potentiel mais non certain, apprécié lors de l'élaboration budgétaire.

Toutes les communes, quelle que soit leur taille, sont soumises à un régime de droit commun de provisions pour risques, avec obligation de provisionner en présence de 3 risques principaux (art. R 2321-2 du CGCT) :

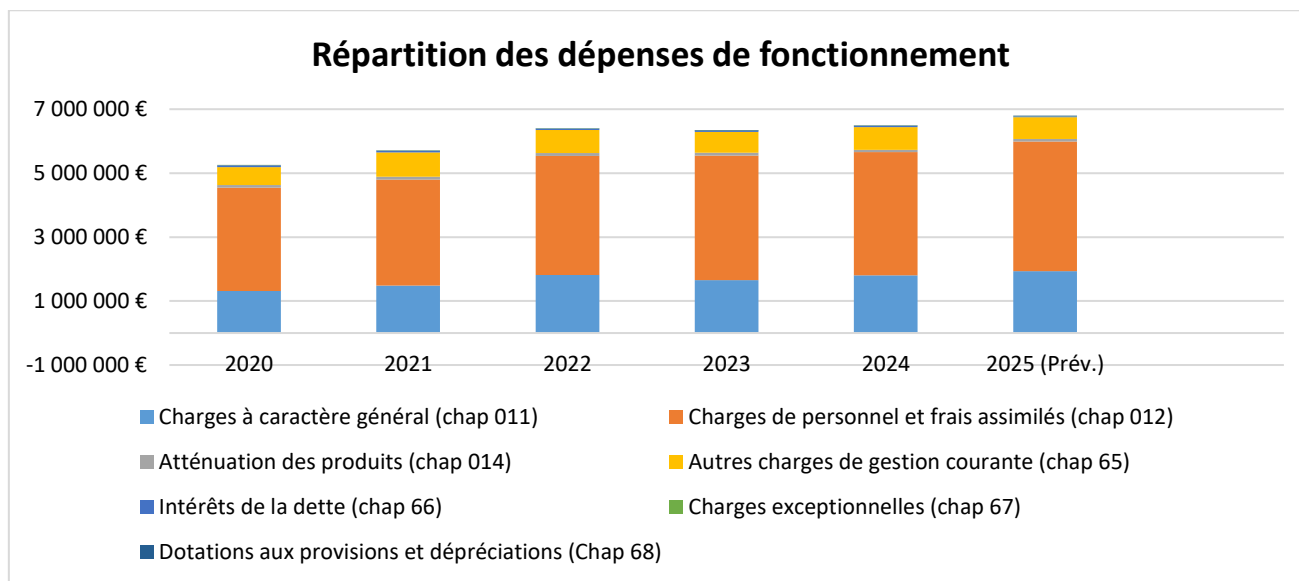
- La provision pour contentieux : « dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune, une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru. »,
- La provision dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code du commerce : s'appliquent aux garanties d'emprunts, aux prêts et créances, avances de trésorerie ou participations en capital à un organisme faisant l'objet d'une telle procédure,
- La provision pour recouvrement des restes sur comptes de tiers : une telle provision intervient lorsque, malgré les diligences faites par le comptable public, le recouvrement sur compte de tiers est gravement compromis. La provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public,

Selon les informations déjà transmises par la DDFIP, la provision prévisionnelle de 2025 sera de 4.732€.

La provision est reprise en recette en année N+1 dans le chapitre 78.

Chapitre 68	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
Dépenses	0 €	0 €	0 €	5 275 €	3 198 €	4 732 €

En synthèse, le graphique ci-dessous montre l'évolution de la répartition des dépenses de fonctionnement (prévisions).

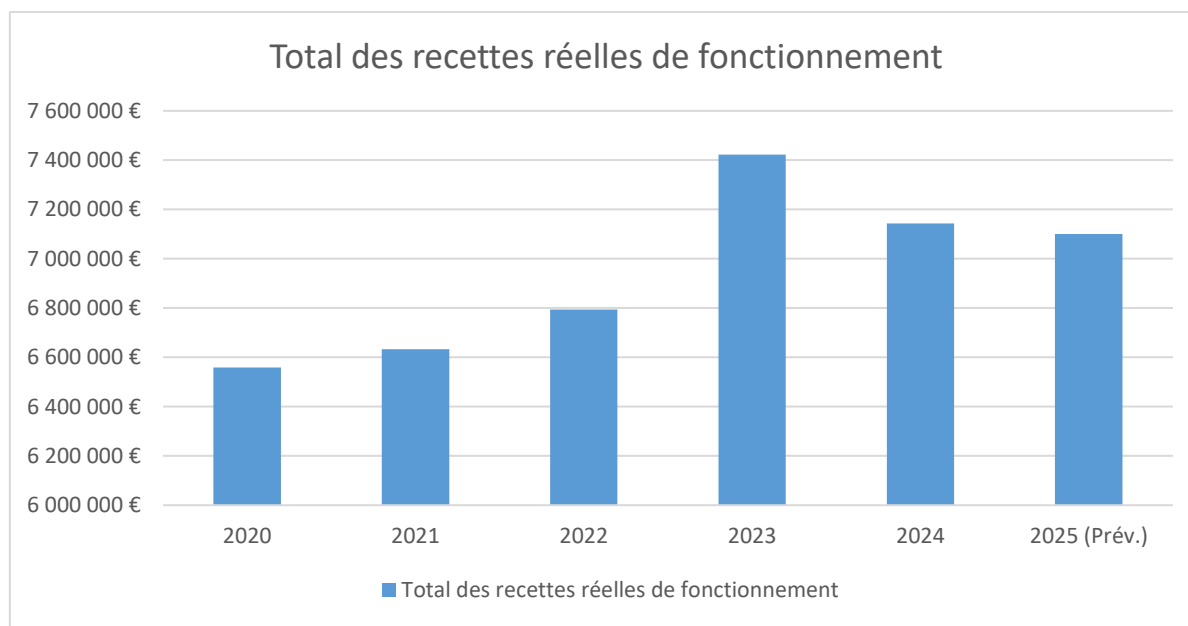


## 2.2 Recettes de fonctionnement :

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des recettes réelles de fonctionnement de 2020 à 2025 (prévisions) :

Années	Recettes réelles de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2020	6 558 934 €	-6,42 %	1 169 €
2021	6 632 357 €	+ 1.11 %	1 175 €
2022	6 793 876 €	+ 2.43 %	1 245 €
2023	7 422 328 €	+ 9.25 %	1 386 €
2024	7 143 486 €	-3.75 %	1 347 €
2025 (Prév.)	7 101 057 €	-0.59 %	1 348 €

On voit clairement dans ce tableau l'impact du versement du filet de sécurité de 277.528€ perçu en Octobre 2023 suite à la hausse importante des fluides et de la masse salariale constatée en 2022.



## Vente de produits fabriqués, prestations de service (Chapitre 70) :

Ce chapitre de recettes enregistre la participation des familles à la fréquentation des restaurants scolaires et à la garderie pour toutes les écoles de la Commune, mais également les remboursements liés à l'occupation des locaux communaux et la vente des billets des spectacles de l'ECMP (en baisse du fait des travaux et du nombre réduit de spectacles). L'hypothèse retenue est de ne pas augmenter les tarifs en 2025.

Chapitre 70	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
<b>Recettes</b>	194 393 €	264 996 €	291 685 €	307 223 €	316 079 €	318 150 €

Pour les orientations 2025 de ce chapitre, il est proposé de prévoir une enveloppe prudente de recettes.

## Impôts et taxes (Chapitre 73 et 731) :

En M14, ce chapitre portait sur les taxes foncières, les attributions de compensations (provenant de Seine Eure Agglomération), le Fonds National de Garantie Intercommunal (FNGIR), les taxes funéraires, la taxe sur la consommation finale d'électricité, les droits de places et la taxe additionnelle aux droits de mutation.

A partir de 2023 avec le passage en M57, ce chapitre est divisé en deux parties, le chapitre **73 « Impôts et taxes »** qui concerne les attributions de compensations (provenant de Seine Eure Agglomération), le Fonds National de Garantie Intercommunal (FNGIR), et le chapitre **731 « Fiscalité locale »** qui concerne les taxes foncières, les taxes funéraires, la taxe sur la consommation finale d'électricité, les droits de place et la taxe additionnelle aux droits de mutation.

Chapitre 73	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
<b>Recettes</b>	5 473 896 €	4 238 070 €	4 435 328 €	2 501 818 €	2 529 426 €	2 507 325 €

Chapitre 731	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
<b>Recettes</b>	0 €	0 €	0 €	2 138 758 €	2 129 923 €	2 122 080 €

Le chapitre 73 contient l'attribution de compensation de Seine Eure Agglomération qui est actuellement de 2.308.300€.

Pour rappel, la baisse importante constatée entre 2020 et 2021 est due à la réforme de la taxe d'habitation avec un basculement de crédits au chapitre 74. Pour les orientations 2025 de ce chapitre, il est proposé :

- De prévoir une enveloppe qui tient compte de la loi de finances qui prévoit une augmentation des bases de +1,7% (contre +7,1% en 2022 et 3,9% en 2023) uniquement sur les bases du foncier bâti et non bâti (soit une hausse estimée à 38.000€ environ au stade du ROB 2025 en attendant la notification de l'Etat 1259 vers la mi-mars 2025).
- L'enveloppe des recettes des droits de mutations (174 213 € en 2023 et 105.000€ en 2024) a été fixée de manière prudente pour 2025 à hauteur de 105.000€ environ.
- Au stade du ROB 2025, l'hypothèse retenue est de ne pas augmenter les taux de fiscalité locale.
- De prendre en compte l'impact du DILICO (contribution au redressement des comptes nationaux) de 30 721 € acté par l'Etat dans la loi de finances 2025.

Il est donc prévu pour 2025 de fixer l'enveloppe à 2 507 325 € pour le chapitre **73 « Impôts et taxes »**, et à 2 122 080 € pour le chapitre **731 « Fiscalité locale »**. (Dans l'attente de la réception de l'état 1259)

## Dotations et participations (Chapitre 74) :

Ce chapitre porte sur les dotations de l'Etat (Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), Dotation de Solidarité Rurale (DSR), Dotation Nationale de Péréquation), des communes associées à certaines prestations (écoles notamment) et la compensation de la taxe d'habitation.

Chapitre 74	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
<b>Recettes</b>	617 782 €	1 937 335 €	1 886 951 €	2 277 306 €	2 018 057 €	2 016 897 €

Pour rappel, l'augmentation importante entre 2020 et 2021 est due à la réforme de la taxe d'habitation. L'année 2023 enregistre le versement du filet de sécurité, calculé par rapport aux dépenses notifiées, soit 277 528 €. Pour les orientations 2025 de ce chapitre, il est proposé de prévoir une enveloppe prudente par rapport au réalisé de l'année 2024 car la Commune ne dispose pas encore des notifications de la DGF et de la taxe de compensation liée à la réforme de la taxe d'habitation.

Avec la Loi de Finances 2025, le montant de l'enveloppe nationale de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) prévoit une augmentation de 150 millions (contre 290 millions en 2024). Elle financera les augmentations de dotation de solidarité urbaine et rurale sans écrêtement de la dotation forfaitaire.

Aussi, pour 2025, la DGF de la Commune est supposée rester stable car l'Etat a augmenté les enveloppes nationales pour la DGF mais la population communale a continué à baisser en 2024. L'hypothèse retenue est donc de prévoir un montant de DGF légèrement inférieur à 2024, avec une baisse de 4.000€.

#### **Autres produits des gestion courante (Chapitre 75) :**

Ce chapitre porte sur les loyers des immeubles, location de salles et produits divers perçus par la Commune.

Avec le passage en M57 depuis 2023, ce chapitre comprendra aussi les remboursements d'assurances et les autres produits exceptionnels qui étaient dans le chapitre 77 en M14.

Chapitre 75	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
<b>Recettes</b>	45 743 €	36 133 €	50 499 €	85 646 €	80 480 €	71 400 €

Pour les orientations 2025 de ce chapitre, il est proposé de prévoir une enveloppe prudente de recettes.

#### **Atténuation des charges (Chapitre 013) :**

On retrouve dans ce chapitre principalement les remboursements d'assurance pour le personnel en arrêt maladie.

Chapitre 013	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
<b>Recettes</b>	169 320 €	120 949 €	117 168 €	62 273 €	52 779 €	52 000 €

Pour les orientations 2025 de ce chapitre, il est proposé de prévoir une enveloppe prudente sachant qu'il est très difficile de prévoir et anticiper le remboursement des assurances en fonction des absences pour maladie des agents.

#### **Produits exceptionnels (Chapitre 77) :**

De 2019 à 2022, en M14, ce chapitre comprenait principalement les remboursements d'assurance et les mandats antérieurs annulés.

A partir de 2023 avec le passage en M57, ce chapitre comprend les mandats antérieurs annulés, les remboursements d'assurance, les produits de cession et autres produits exceptionnels sont transférés dans le chapitre 75

Chapitre 77	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
<b>Recettes</b>	57 801 €	34 874 €	12 242 €	49 285 €	11 462 €	10 000 €

Pour les orientations de ce chapitre en 2025, il est proposé de disposer d'une enveloppe permettant de répondre à toute demande d'annulation de mandats antérieurs.

**Reprises sur amortissements, dépréciations et provision (Chapitre 78) :**

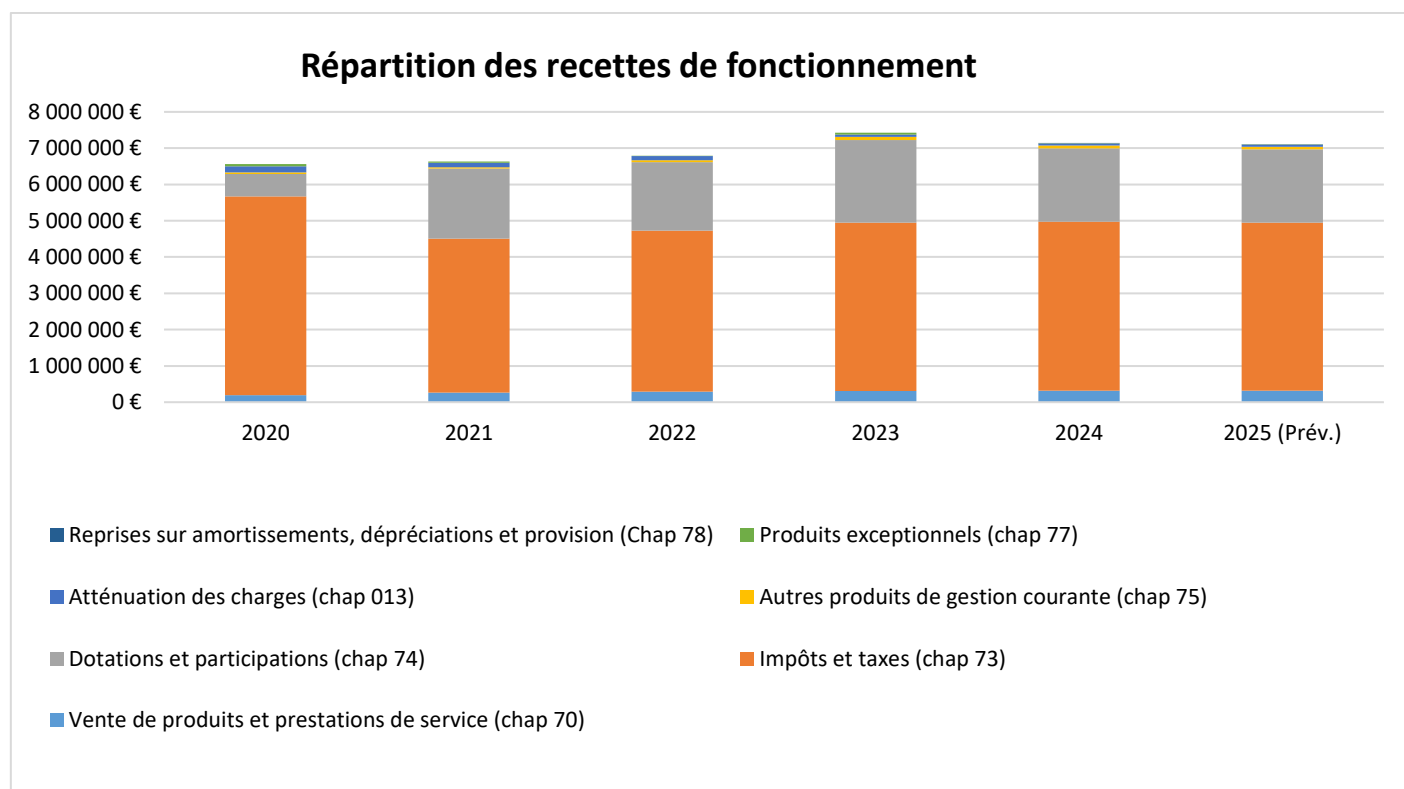
Dans le cadre d'une démarche de gestion responsable et transparente et dans le respect du principe de prudence énoncé dans l'instruction M57, la commune peut également décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque potentiel mais non certain, apprécié lors de l'élaboration budgétaire.

Toutes les communes, quelle que soit leur taille, sont soumises à un régime de droit commun de provisions pour risques, avec obligation de provisionner en présence de 3 risques principaux (art. R 2321-2 du CGCT).

Cette dernière est inscrite en dépense au chapitre 68 en et reprise en recette en année N+1 dans le chapitre 78.

Chapitre 68	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
Dépenses	0 €	0 €	0 €	0 €	5 275 €	3 200 €

En synthèse, le graphique ci-dessous montre l'évolution de la répartition des recettes de fonctionnement de 2020 à 2025 (prévisions).

**3- LA SECTION D'INVESTISSEMENT :****3.1 Recettes d'investissement :****FCTVA :**

Depuis le 1er janvier 2015, la Loi de Finances a valorisé ce taux à 16,404%. La Loi de Finances 2025 n'a finalement pas touché au taux de FCTVA. L'évolution de la recette de FCTVA est donc la suivante :

2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
76 405 €	118 782 €	94 873 €	144 445 €	423 293 €	150 000 €

**Subventions perçues :**

Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (Etat, Région, Département, Agglomération...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement. Ce tableau montre bien le travail de recherche des financements auprès des partenaires entamé depuis 2022.

2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
2 980 €	33 230 €	23 738 €	185 044 €	139 495 €	739 000 €

Au stade des orientations budgétaires de 2025 pour ce chapitre, les subventions suivantes pourront être demandées auprès des partenaires financiers concernant les projets suivants :

- Réhabilitation thermique du bâtiment « la Poste » (bureau de poste et logement) : 30 000 € (Etat Fonds Vert) et 40 000 € (Agglomération Seine-Eure),
- Sentiers nature et développement des mobilités douces (Petites Villes de Demain) : 34 000 € (Fonds Européens LEADER) et 35 000 € (Etat Banque Des Territoires),
- Aménagement salle du Préau : 180 000 € (Agglomération Seine Eure),
- Réaménagement Espace Culturel Marcel Pagnol : 410 000 € (Département),
- Projet Nefle école Grand Charlemagne : 10 000 € (Etat).

**Taxes d'urbanisme :**

Cette recette comprend les taxes suivantes : la taxe d'aménagement, la taxe du plafond légal de densité....

2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
28 097 €	30 456 €	32 597 €	37 743 €	9 994 €	10 000 €

**Emprunts :**

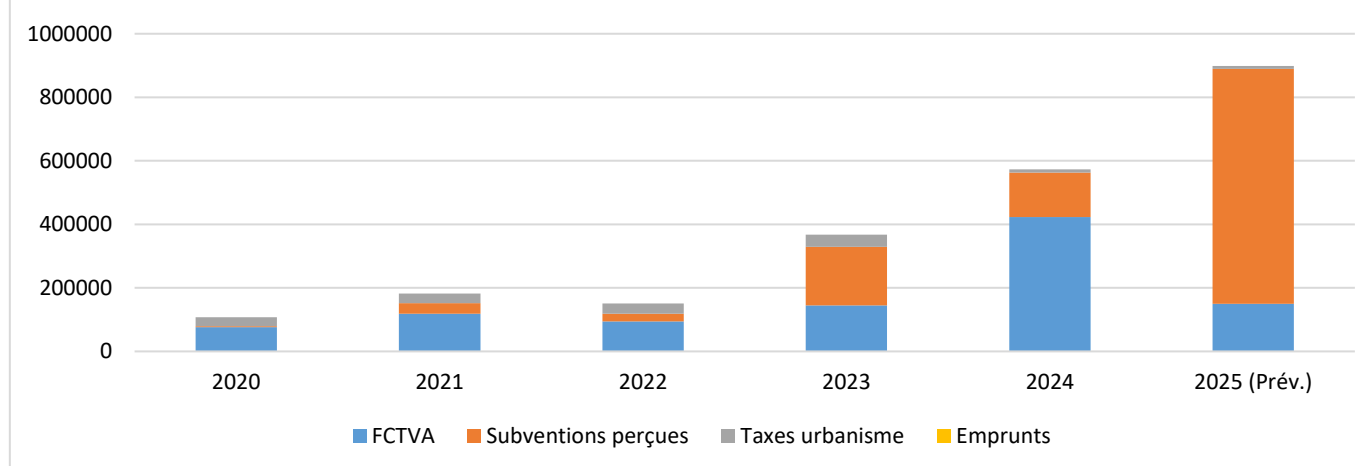
Emprunts réalisés pour financer les investissements ou cautions reçues.

2020	2021	2022	2023	2024	2025 (Prév.)
0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

Au regard des éléments financiers présentés plus haut, il n'apparaît pas nécessaire de contracter de nouveaux emprunts sur 2025. L'autofinancement de la Commune sera suffisant pour financer les investissements prévus pour 2025.

Il est à noter que les éléments indiqués ci-dessus correspondent aux recettes réelles de l'exercice et ne prennent donc pas en compte les « restes à réaliser ». Pour l'exercice 2024, les « restes à réaliser » relatifs aux recettes d'investissement s'élèvent à 894 317 € et correspondent à des subventions qui ont déjà été notifiées à la Commune avec 850 607 € pour l'Espace Culturel Marcel Pagnol et 43 710 € pour l'aménagement du terrain de basket « Clos des marguerites ».

## Répartition des recettes d'investissement



### 3.2 Dépenses d'investissement :

Le tableau ci-dessous montre les dépenses d'investissement et leur évolution depuis 2020 :

Années	Dépenses d'investissement TTC	Evolution n-1	En euros par habitant
2020	823 793 €	3,79 %	147 € / hab
2021	880 830 €	36,29 %	206 € / hab
2022	953 695 €	8,28 %	175 € / hab
2023	1 553 875 €	62,94 %	290 € / hab
2024	2 754 325 €	77,26 %	519 € / hab
2025 (Prév.)	3 457 379 €	25,53%	657 € / hab

Selon les statistiques de la Direction Générale des Collectivités Locales, la moyenne de la strate 5.000/10.000 habitants s'est établie à 314€ de dépenses d'investissement par habitant en 2021 (chiffres publiés en Février 2023).

Il faut noter que le tableau ci-dessus indique les dépenses réelles de l'exercice et ne prend donc pas en compte les « restes à réaliser ». Les dépenses engagées non mandatées donnent lieu à l'établissement d'un état en fin d'année, revêtu de la signature de l'ordonnateur et du comptable, pour permettre leur paiement au début de l'exercice suivant, tant que le budget de cet exercice n'a pas été voté. Pour 2024, les « restes à réaliser » des dépenses d'investissement s'élèvent à 1 148 183 € TTC dont 578 601 € pour l'extension / réhabilitation de l'ECMP.

Pour le budget 2025, les principales opérations d'équipement suivantes sont prévues (en TTC) :

- Réaménagement de la salle des fêtes de Vieux Villez pour 450.000€ environ,
- Réhabilitation thermique du bâtiment « la Poste » (bureaux et logement) pour 426 000 € environ,
- Rénovation thermique de l'école Grand Charlemagne pour 100.000 € environ,
- Poursuite de la réhabilitation et extension du centre culturel Marcel Pagnol : 150.000 € environ (révision des prix des marchés de travaux),
- Remplacement de lampes au sodium par des leds pour l'éclairage public de la Commune pour 100 000€ environ,
- Sécurisation des écoles pour 10 000 € environ,
- Aménagement et mobilier pour les sentiers nature et développement des mobilités douces : 140.000€ environ,
- Toiture école Grand Charlemagne : 80 000 € environ,
- Relève des tombes du cimetière de Sainte Barbe sur Gaillon pour 45 000 € environ,
- Aménagement d'un parking à côté du cimetière de Vieux Villez : 32 000€ environ,
- Aménagement de voirie par Seine Eure Agglomération pour 50 000 € environ,
- 4 tables de ping-pong en extérieur : 25 000 € environ,
- Et les investissements récurrents annuels (matériel informatique, travaux dans les écoles et autres bâtiments communaux, matériels divers, etc...).

#### 4- LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT :

Il est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période.

##### L'épargne de la collectivité :

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des différentes épargnes en cours des dernières années.

	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)	2025 (Prév.)
Epargne brute	1 290 089 €	905 346 €	386 039 €	1 049 745 €	662 406 €	301 475 €
Remboursement capital de la dette	270 051 €	160 419 €	163 820 €	167 386 €	171 126 €	175 100 €
Epargne nette	1 020 038 €	744 927 €	222 219 €	882 359 €	491 280 €	126 375 €

##### Le financement de l'investissement :

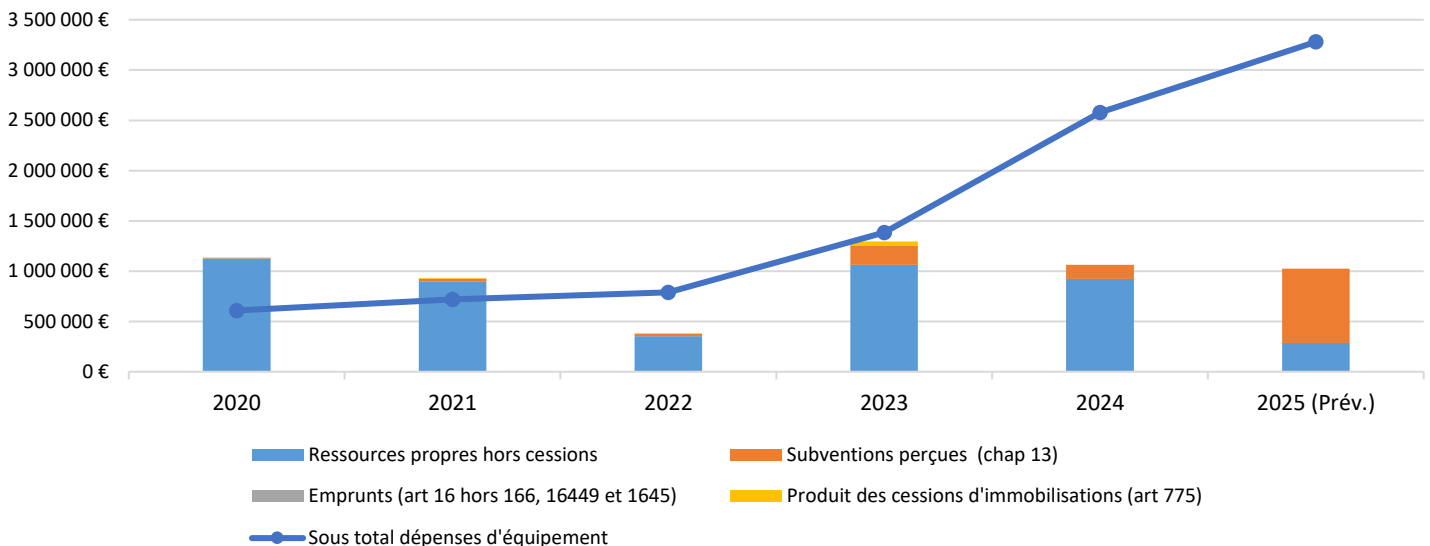
Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont ajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)	2025 (Prév.)
Epargne nette (a)	1 020 038 €	744 927 €	222 219 €	882 359 €	491 280 €	126 375 €
FCTVA (b)	76 405 €	118 782 €	94 873 €	144 445 €	423 293 €	150 000 €
Autres recettes (c)	30 833 €	30 456 €	32 597 €	37 743 €	9 994 €	10 000 €
Produit de cessions (d)	5 700 €	5 000 €	4 900 €	44 313 €	0 €	0 €
Ressources financières propres (e) = (a+b+c+d)	1 132 976 €	899 165 €	353 440 €	1 108 860 €	924 567 €	286 375 €
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	2 980 €	33 230 €	23 738 €	185 044 €	139 495 €	739 000 €
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Financement total h = (e+f+g)	1 135 956 €	932 395 €	377 178 €	1 141 020 €	1 064 062 €	1 025 375 €
<b>Résultat de l'exercice (1)</b>	<b>582 214 €</b>	<b>211 985 €</b>	<b>-411 548 €</b>	<b>- 92 592 €</b>	<b>-1 513 649 €</b>	<b>- 2 254 568 €</b>

(1) Recettes réelles fonctionnement-dépenses réelles fonctionnement + recettes réelles investissement – dépenses réelles d'investissement (sans RAR, hors report et 1068)



## Répartition du financement de l'investissement

**5- LES GRANDES MASSES FINANCIERES :****5.1 Masses budgétaires :**

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution des principales masses financières du budget principal depuis 2020.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 (Provisoire)	BP 2025 (Prévisions)
Recettes réelles de fonctionnement	6 558 934 €	6 632 357 €	6 793 876 €	7 422 328 €	7 143 486 €	7 101 057 €
Dépenses réelles de fonctionnement	5 263 145 €	5 722 011 €	6 402 938 €	6 328 276 €	6 481 080 €	6 799 582 €
<i>Dont intérêts de la dette</i>	57 392 €	51 906 €	47 646 €	47 473 €	41 911 €	39 850 €
Recettes réelles d'investissement	110 218 €	182 469 €	151 208 €	367 231 €	527 782 €	899 000 €
<i>Dont emprunts souscrits</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Dépenses réelles d'investissement	823 793 €	880 830 €	953 695 €	1 553 875 €	2 748 836 €	3 455 043 €
<i>Dont capital de la dette</i>	270 051 €	160 419 €	163 820 €	167 386 €	171 126 €	175 100 €

**5.2 Besoin de financement :**

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution du besoin de financement avec la prévision pour 2025.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 (Provisoire)	BP 2025 (Prév.)
Recettes d'investissement	2 618 416 €	2 853 990 €	2 453 615 €	2 971 343 €	2 553 001 €	899 000 €
Dépenses d'investissement	840 857 €	894 892 €	959 121 €	1 564 157 €	2 764 321 €	3 455 043 €
Reste à Réaliser	- 130 637 €	- 241 921 €	- 2 186 367 €	- 1 592 781 €	-253 866 €	0 €
<b>Besoin ou Excédent de financement</b>	<b>1 646 922 €</b>	<b>1 717 177 €</b>	<b>- 691 873 €</b>	<b>- 185 596 €</b>	<b>- 465 186 €</b>	<b>- 2 556 043 €</b>

**5.3 Fonds de roulement et résultat prévisionnel :**

Le résultat de l'exercice alimente le fonds de roulement qui sert à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra veiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 (Provisoire)	BP 2025 (Prév.)
Fonds de roulement en début d'exercice	3 682 813 €	4 265 027 €	4 477 012 €	4 065 464 €	3 972 872 €	2 459 223 €
Résultat de l'exercice (fonctionnement et investissement hors report et Reste à réaliser)	582 214 €	211 985 €	-411 548 €	-92 592 €	- 1 513 649 €	- 2 254 568 €
Fonds de roulement en fin d'exercice	4 265 027 €	4 477 012 €	4 065 464 €	3 972 872 €	2 459 223 €	204 655 €

**5.4 Endettement :**

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 (Provisoire)	BP 2025 (Prévisions)
Encours au 31 décembre	1 581 359 €	1 420 940 €	1 257 120 €	1 089 735 €	918 610 €	743 561 €
Ratio de désendettement	1,2 an	1,6 an	3,3 ans	1 an	1,4 an	2,5 ans
Emprunt/Caution reçue	450 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

Au niveau de la capacité de désendettement, il faut préciser que le seuil de vigilance préconisé est fixé à moins de 10 ans et que la situation financière devient critique lorsque sa valeur atteint 11/12 ans.

**6- LES GRANDS ÉQUILIBRES FINANCIERS****6.1 Soldes intermédiaires de gestion :**

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

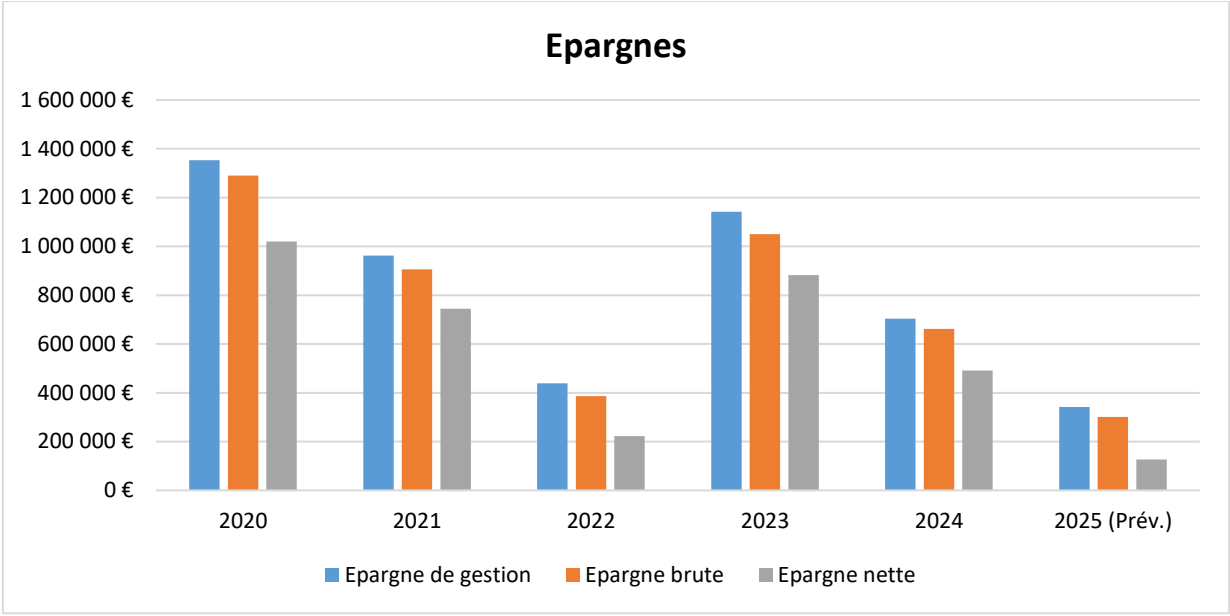
**Epargne de gestion** = Différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette.

**Epargne brute** = Différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

**Epargne nette** = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 (Provisoire)	BP 2025 (Prév.)
Recettes réelles de fonctionnement	6 558 934 €	6 632 357 €	6 793 876 €	7 422 328 €	7 143 486 €	7 101 057 €
Epargne de gestion	1 353 182 €	962 252 €	438 584 €	1 141 525 €	704 317 €	341 325 €
<b>Epargne brute</b>	1 290 089 €	905 346 €	386 039 €	1 049 745 €	662 406 €	301 475 €
<i>Taux d'épargne brute (en %)</i>	19,67 %	13,65 %	5,68 %	14,14 %	9,27 %	4,25 %
<b>Epargne nette</b>	1 020 038 €	744 927 €	222 219 €	882 359 €	491 280 €	126 375 €

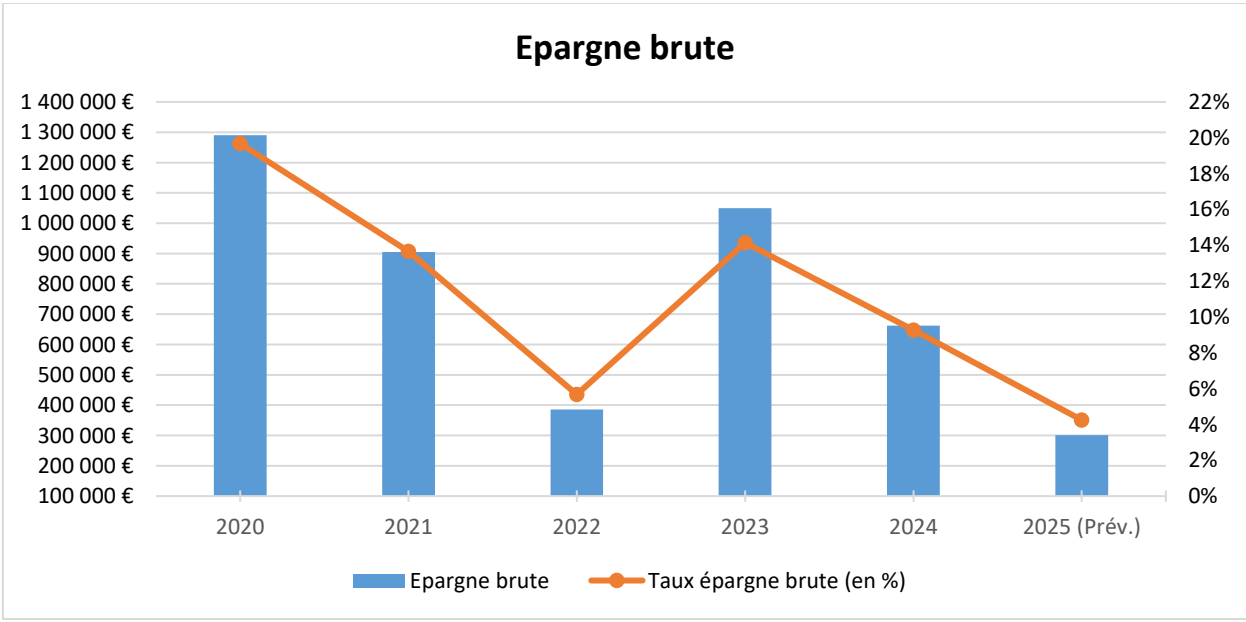
Selon les statistiques de la Direction Générale des Collectivités Locales, la moyenne s’est établie à 118€ d’épargne nette par habitant en 2022 (chiffres publiés en Janvier 2024). La commune présente un ratio de 92,63 € d’épargne nette par habitant pour 2024.



### 6.2 Epargne brute :

**Epargne brute** = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle. Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute. L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 (Provisoire)	BP 2025 (Prév.)
Epargne brute	1 179 777 €	1 290 089 €	905 346 €	386 039 €	1 049 745 €	662 406 €	301 475 €
Taux d'épargne brute (en %)	16,83 %	19,67 %	13,65 %	5,68 %	14,14 %	9,27 %	4,25 %



## 7- LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

### 7.1 Encours de dette

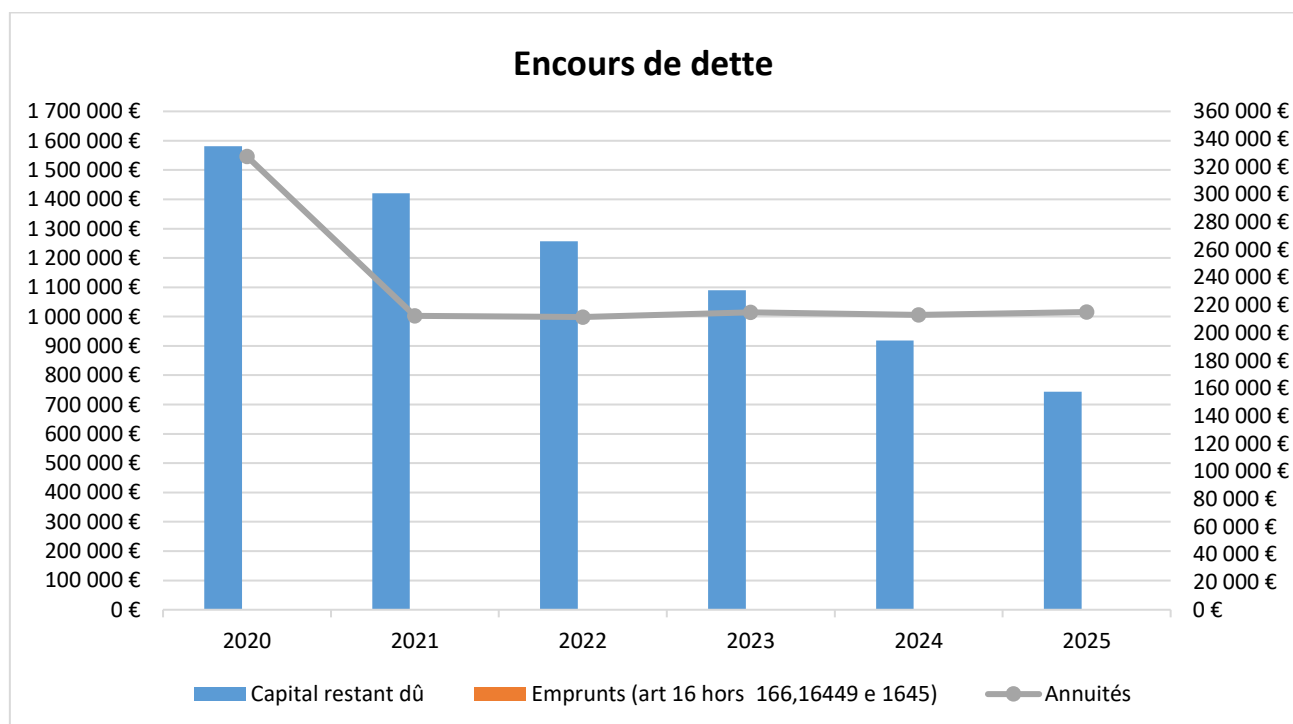
Selon les éléments évoqués plus haut, l'encours de la dette évoluerait de **1 581 359 € en 2020 à 743 561 € en 2025** (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **327 443 € en 2020 à 214 950 € en 2025** (échelle de droite du graphique ci-après).

	Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
<b>2020</b>	1 581 359 €	-14,52 %	0
<b>2021</b>	1 420 940 €	-10,14 %	0
<b>2022</b>	1 257 120 €	-11,53 %	0
<b>2023</b>	1 089 735 €	-13,31 %	0
<b>Prévisions 2024</b>	918 609 €	-15,70 %	0
<b>BP 2025</b>	743 561 €	-19,06 %	0

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique).

L'encours de la dette a diminué de 47,02 % entre 2020 et 2025.



Selon les statistiques de la Direction Générale des Collectivités Locales, la moyenne de la strate 5.000/10.000 habitants s'est établie à 789€ de dette par habitant en 2022 (chiffres publiés en Janvier 2024). La Commune du Val d'Hazey présente un ratio de dette de 141€ par habitant au 31/12/2025 (173€ par habitant au 31/12/2024).

#### La structure de la dette actuelle :

La dette est actuellement composée de 4 emprunts dont :

- Deux emprunts à taux fixe avec un capital restant dû au 31 Décembre 2024 de 470 934 € se terminant en septembre 2025 et en mars 2031,
- Deux emprunts à taux variable euribor 3 mois avec une marge de 0,65 % avec un capital restant dû au 31 Décembre 2024 de 447 674 € se terminant en octobre 2029 et en décembre 2029.

La dette au 31 décembre 2024 est donc composée à 51 % d'emprunts à taux fixe et à 49 % d'emprunts à taux variables. Ces quatre emprunts ne sont pas structurés ni « toxiques ». Ils sont classés A-1 (zone euros ; A : taux fixes et variables simples sans effet de levier ni effet multiplicateur).

On observe que la Commune s'est désendettée de 2019 à 2024. Ce processus se poursuivra en 2025 car il ne sera pas nécessaire de réaliser un emprunt pour financer les investissements de 2025 et un emprunt se termine en septembre 2025.

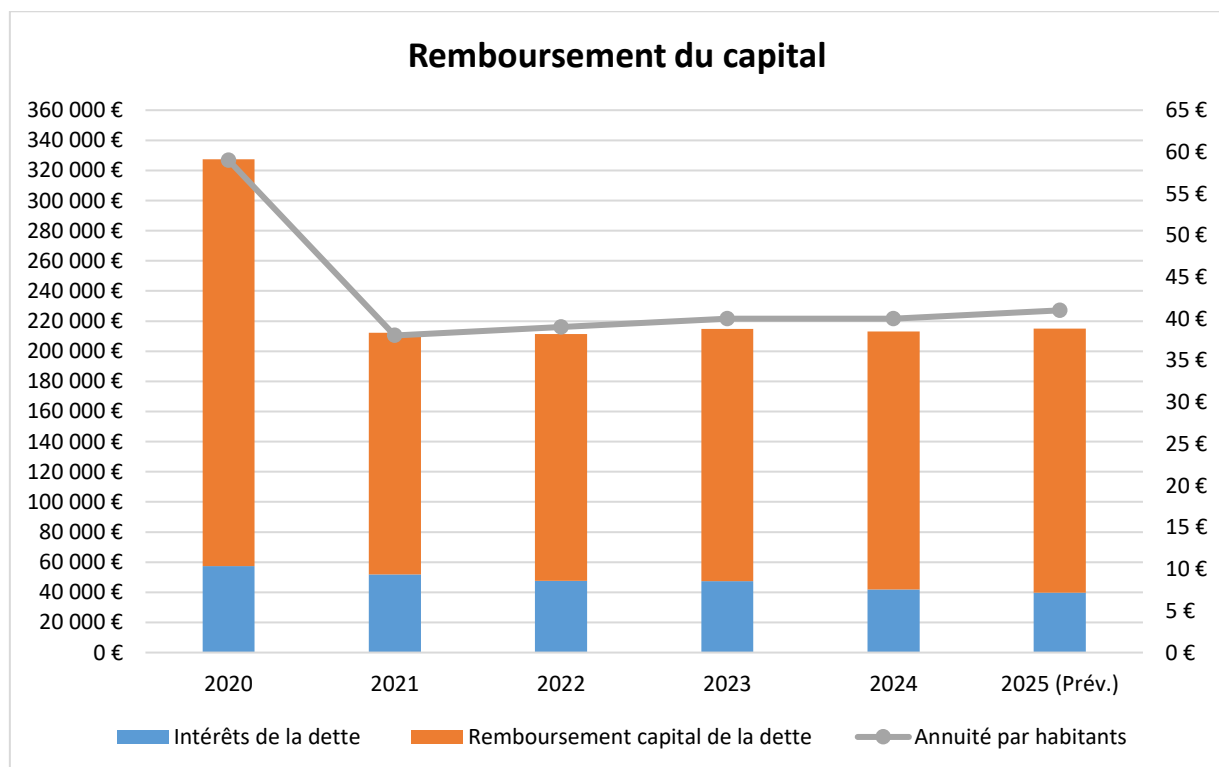
## 7.2 Annuités de la dette :

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 (Provisoire)	BP 2025 (Prév.)
Annuités	327 443 €	212 325 €	211 466 €	214 859 €	213 037 €	214 950 €
Evolution n-1 (en %)	-4,04 %	-35,15 %	-0,40 %	+0,34 %	-0,84 %	+0,90 %
Capital en euro	270 051 €	160 419 €	163 820 €	167 386 €	171 126 €	175 100 €
Intérêts en euro	57 392 €	51 906 €	47 646 €	47 473 €	41 911 €	39 850 €

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par habitant évolue de la façon suivante :

En €	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 (Provisoire)	BP 2025 (Prév.)
Annuités	59 €	38 €	39 €	40 €	40 €	41 €
Capital	48 €	29 €	30 €	31 €	32 €	33 €
Intérêts	11 €	10 €	9 €	9 €	8 €	8 €

**7.3 Ratio de désendettement :**

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la Commune évolue comme suit :

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 (Provisoire)	BP 2025 (Prév.)
Ratio	1,2 an	1,7 an	3,3 ans	1 an	1,3 an	2,4 ans

Au niveau de la capacité de désendettement, le seuil de vigilance est préconisé à 10 ans et que la situation financière devient critique lorsque cette capacité atteint 11/12 ans.

Selon les statistiques de la Direction Générale des Collectivités Locales, la moyenne de la strate 5.000/10.000 habitants s’est établie à 3,9 années en 2022 (chiffres publiés en Janvier 2024).

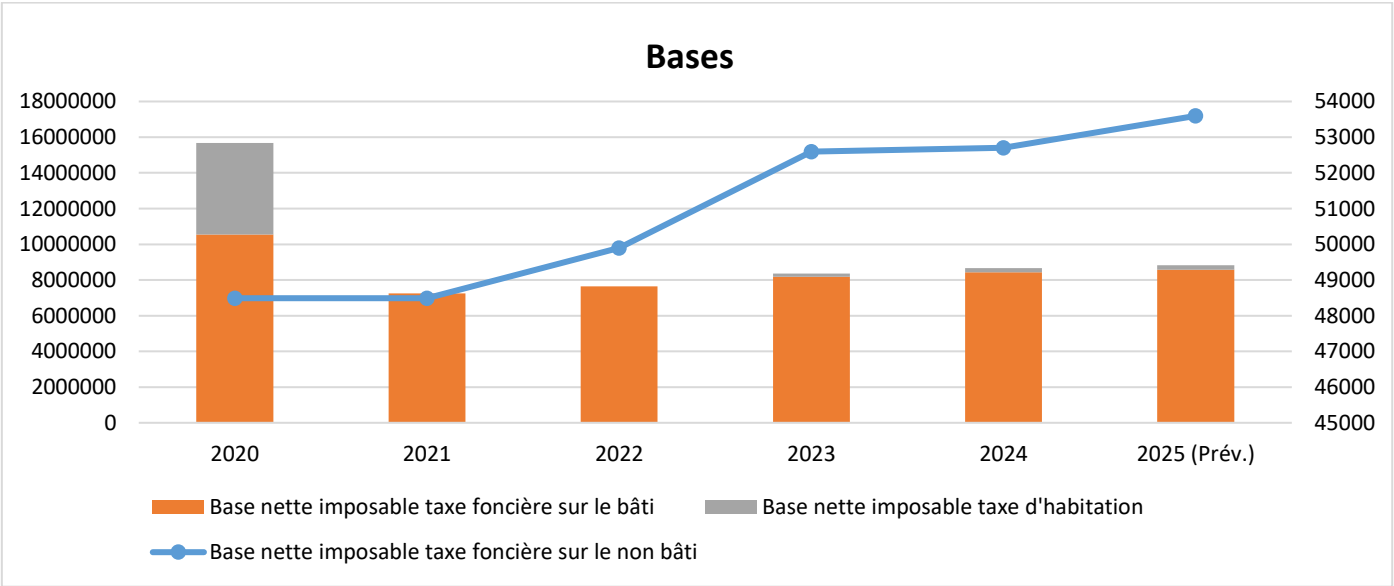
Au regard du compte administratif prévisionnel pour 2024, on constate une veille continue et accrue sur la maitrise des dépenses de fonctionnement, qu’il faudra poursuivre en 2025 et certainement en 2026.

**8- LA FISCALITE DIRECTE**

**8.1 Evolution des bases :**

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.  
 Le tableau ci-dessous montre l’évolution des bases fiscales pour chaque taxe.  
 Pour les orientations 2025, la loi de finances prévoit une augmentation des bases +1,7%.

Années	Base Taxe d'Habitation (résidence secondaire à partir de 2023)	Base Taxe Foncière bâtie	Base Taxe Foncière non bâtie
2020	5 134 418 €	10 548 851 €	48 490 €
2021	0 €	7 252 000 €	48 490 €
2022	0 €	7 636 000 €	49 900 €
2023	185 756 €	8 177 000 €	52 600 €
2024	239 400 €	8 434 000 €	52 700 €
2025 (Prév.)	243 470 €	8 577 378 €	53 596 €



## 8.2 L'évolution des taux et des produits

Il convient de rappeler que les taux de fiscalité voté par le Conseil Municipal sont restés au même niveau depuis 2016.

### TAXE D'HABITATION :

#### La réforme de la taxe d'habitation :

La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (progressive jusqu'en 2023 pour tous les foyers fiscaux), a entraîné la mise en œuvre au 1er janvier 2021 d'un nouveau schéma de financement des collectivités territoriales et de leurs groupements.

A ce titre, les communes et les EPCI à fiscalité propre ne perçoivent plus le produit de la taxe d'habitation sur les résidences principales mais bénéficient d'une compensation intégrale, calculée sur la base du taux de taxe d'habitation adopté en 2017.

La taxe d'habitation demeure cependant pour les résidences secondaires et pour les locaux vacants.

Années	Base nette TH (sur résidence secondaire à partir de 2023)	Evolution Base nette TH	Produit TH	Evolution produit TH	Taux TH	Evolution Taux TH
2020	5 134 418 €	-0,12 %	553 490 €	-0,12 %	10,78 %	0 %
2021	0	-100 %	0 €	-100 %	0 %	-100 %
2022	0	0	0 €	0 %	0 %	0 %
2023	185 756 €	0	20 024 €	0 %	10,78 %	0 %
2024	239 400 €	28,88 %	25 807 €	28,88 %	10,78 %	0 %
2025	243 470 €	1,70 %	26 246 €	1,70 %	10,78 %	0 %

### TAXE FONCIERE PROPRIETE BATIE :

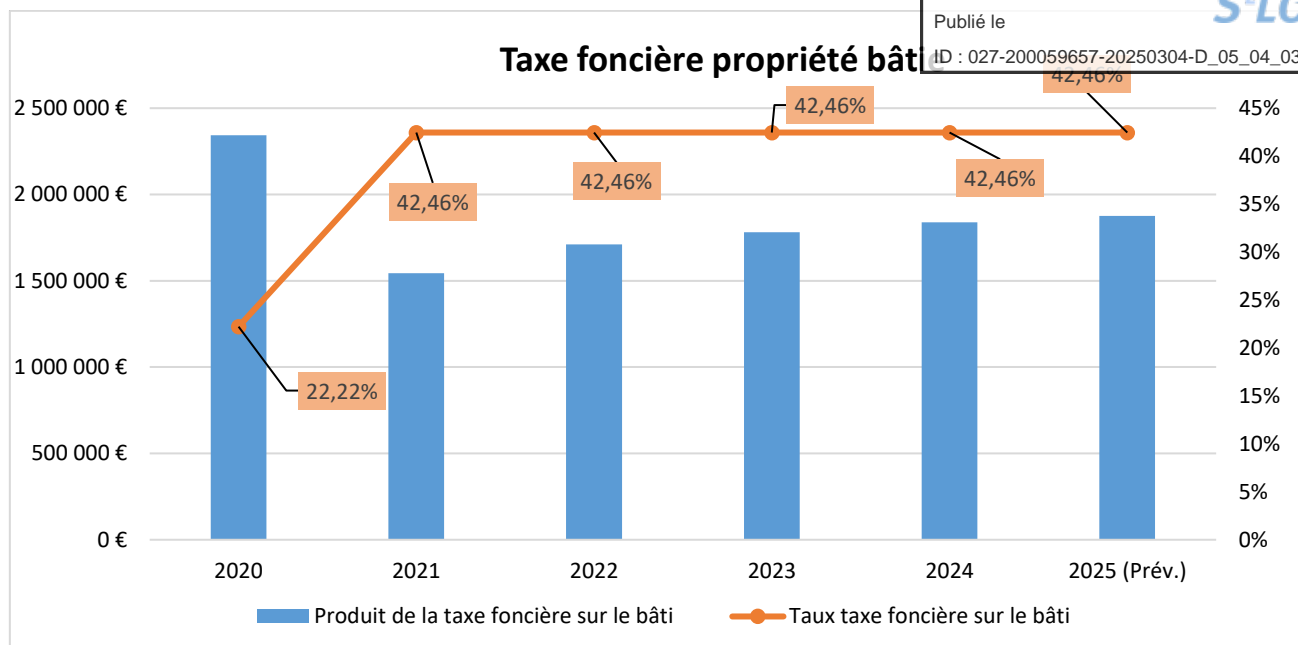
Pour compenser la suppression de la taxe d'habitation, les communes se sont vues transférer en 2021 le montant de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) perçu en 2020 par le Département sur leur territoire.

Chaque commune se voit donc transférer le taux départemental de TFPB (20,24%) qui viendra s'additionner au taux communal.

Le taux voté en 2021 est de 42,46 % soit 22,22 % part communal et 20,24 % de part départementale.

Années	Base nette TFB	Evolution Base nette TFB	Produit TFB	Evolution produit TFB	Taux TFB	Evolution Taux TFB
2020	10 548 851 €	4,57 %	2 343 955 €	4,57 %	22,22 %	0 %
2021	7 252 000 €	-31,25 %	1 544 444 €	-34,11 %	42,46 %	91,09 %
2022	7 636 000 €	5,30 %	1 710 717 €	10,77 %	42,46 %	0 %
2023	8 177 000 €	7,08 %	1 780 940 €	4,10 %	42,46 %	0 %
2024 (Prév.)	8 434 000 €	3,14 %	1 838 311 €	3,22 %	42,46 %	0 %
2025 (Prév.)	8 577 378 €	1,70 %	1 875 536 €	2,02 %	42,46 %	0 %

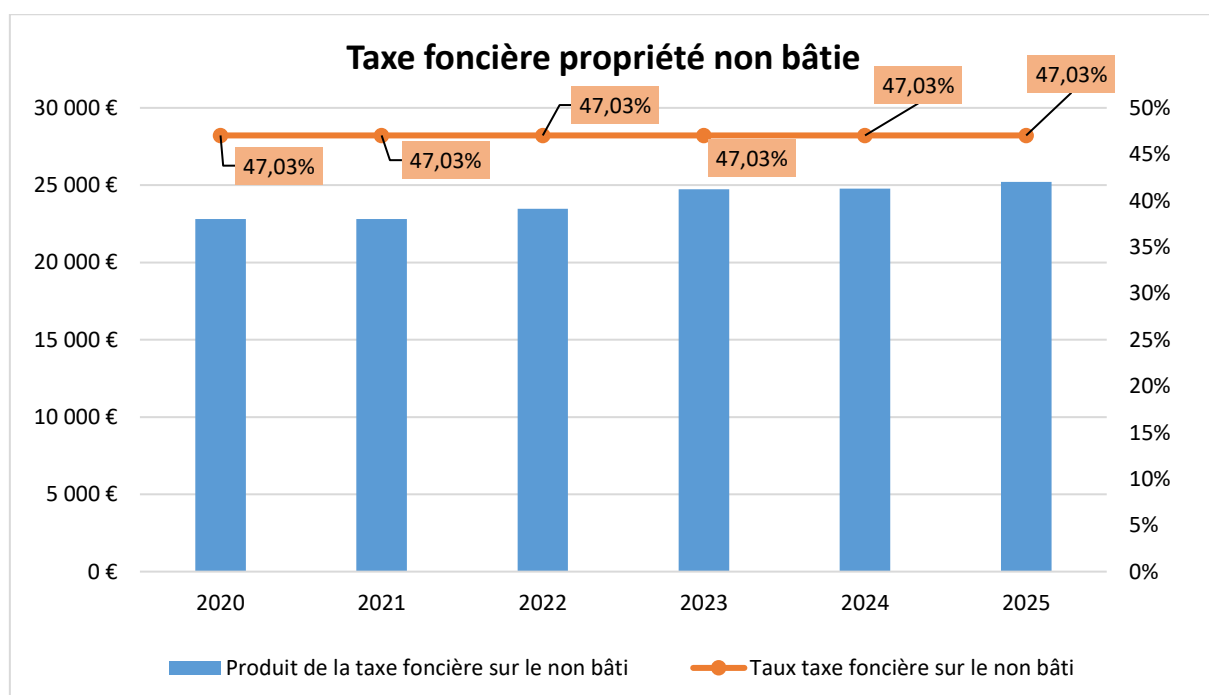
Ci-après la représentation graphique de l'évolution du produit fiscal, de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties.



### TAXE FONCIERE PROPRIETE NON BATIE

Années	Base nette TFNB	Evolution Base nette TFNB	Produit TFNB	Evolution produit TFNB	Taux TFNB	Evolution Taux TFNB
2020	48 490 €	0,58 %	22 805 €	0,58 %	47,03 %	0 %
2021	48 490 €	0 %	22 805 €	0 %	47,03 %	0 %
2022	49 900 €	2,91 %	23 468 €	2,91 %	47,03 %	0 %
2023	52 600 €	5,41 %	24 738 €	5,41 %	47,03 %	0 %
2024 (Prév.)	52 700 €	0.19 %	24 785 €	0.19 %	47,03 %	0 %
2025 (Prév.)	53 596 €	1,70 %	25 206 €	1,70 %	47,03 %	0 %

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal, de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties.





Pour les orientations 2025, au regard de l'évolution des indicateurs financiers évoqués plus haut, il est proposé de ne pas augmenter les taux de fiscalité pour 2025 et de maintenir les taux à leur niveau actuel sur le pouvoir d'achat des habitants de la Commune.

Il est à noter que, malgré le maintien des taux envisagé pour 2025, les contribuables auront à payer une augmentation du montant de l'impôt qui sera consécutive à une revalorisation des bases de calcul de la fiscalité locale de +1,70 % décidée par l'Etat pour 2025 (Pour mémoire : +3,90% en 2024, +7,10 % en 2023, +3,40% en 2022 et de +0,20 % en 2021).

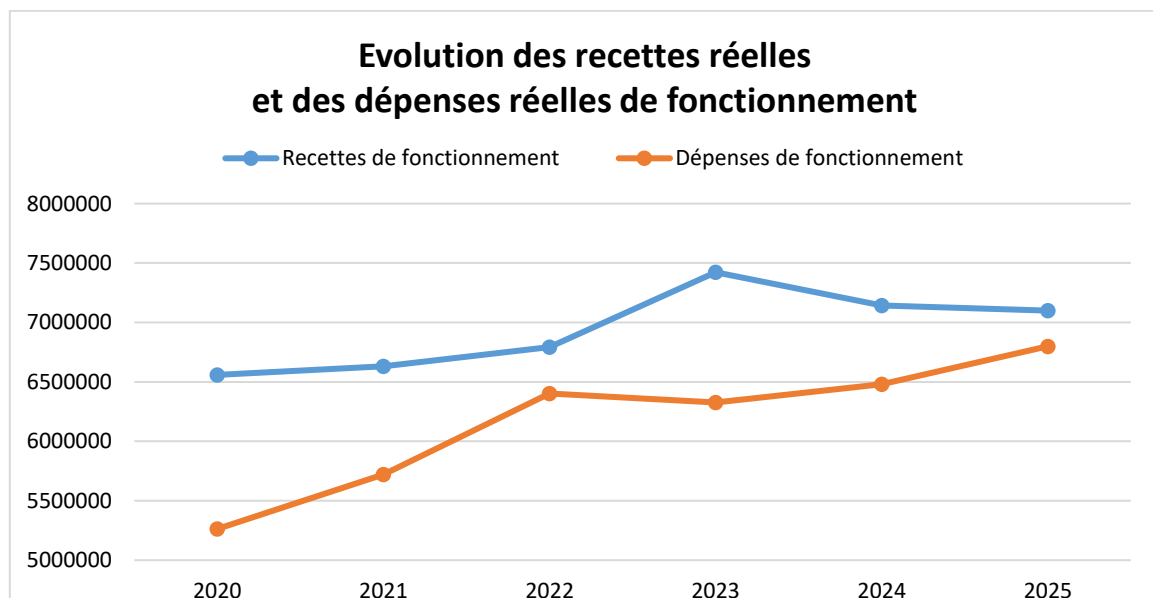
Il est précisé qu'au moment de l'élaboration du ROB pour l'année 2025, l'état 1259 reprenant les recettes fiscales de la Commune n'a toujours pas été notifié par la DDFIP à la Commune.

## 9- LES RATIOS

Le tableau ci-dessous indique l'évolution des principaux ratios financiers :

	2020	2021	2022	2023	2024 (Prév.)	2025 (Prév.)
Dépenses réelles de fonctionnement / population	938 €	1 090 €	1 173 €	1 185 €	1 222 €	1 291 €
Produit des impositions directes / population	521 €	286 €	320 €	399 €	402 €	403 €
Recettes réelles de fonctionnement / population	1 169 €	1 248 €	1 245 €	1 385 €	1 347 €	1 349 €
Dépenses d'équipement brut / population	98 €	137 €	145€	259 €	486 €	623 €
Encours de la dette / population	282 €	271 €	230 €	204 €	173 €	141 €
Dotation globale de fonctionnement / population	87 €	78 €	39 €	39 €	35 €	34€
Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	61 %	57 %	58 %	61 %	59 %	60 %
Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	84 %	89 %	96 %	88 %	94 %	99 %
Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	8 %	10 %	14 %	29 %	36%	47 %
Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	24 %	21 %	18 %	15 %	13 %	11 %

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des recettes réelles et des dépenses réelles de fonctionnement de 2020 à 2025 (prévisions) :



Sur la base du compte administratif provisoire de 2024, on constate une diminution globale des différents soldes de gestion et ratios financiers notamment dû :

- À la baisse des recettes entre 2023 et 2024 suite à la perception du filet de sécurité pour 277.528€.
- À la hausse des charges de fonctionnement sur les fluides, sur les repas dans les écoles et sur les charges de personnel et à une forte inflation.

Et ce malgré un travail réalisé au quotidien visant à optimiser et maîtriser les dépenses de fonctionnement qu'il faudra poursuivre en 2025. Ce travail est indispensable car on constate depuis plusieurs années la stagnation des recettes qui impose à la Commune de contenir le mieux possible ses dépenses de fonctionnement.

Même si certains indicateurs financiers sont plutôt bons, il faut rester très vigilants sur le niveau des dépenses de fonctionnement pour les prochaines années.

Les orientations budgétaires proposées pour 2025 tiennent compte des contraintes qui sont une nouvelle fois imposées à la Commune, à savoir :

- La stagnation des recettes de fonctionnement, notamment suite à la réforme de la taxe d'habitation qui fait que la revalorisation des bases de +1,7 % ne s'applique plus que sur les bases du foncier bâti et du foncier non bâti,
- La diminution régulière et continue de la DGF,
- L'augmentation des charges de personnel, notamment avec la hausse de 12 points du taux de contribution des Collectivités à la CNRACL (Caisse de retraite des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers) entre 2025 et 2028,
- Une inflation a priori plus contenue avec une prévision de +1,6 % en 2025 (+ 2 % en 2024 et +4,9% en 2023).
- La mise en place par l'Etat un dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales dit « DILICO », qui aura en 2025 un impact significatif sur les finances de la Commune avec une ponction de 30.721€.

Il faut noter le choix pour 2025 du maintien des taux de fiscalité afin de limiter l'impact sur le pouvoir d'achat des habitants de la Commune.

On observe par ailleurs que la Commune poursuit son désendettement. En effet, elle s'est désendettée de 2018 à 2024, avec un capital restant dû prévu à 743 561 € au 31 décembre 2025. Il ne sera pas nécessaire de réaliser un emprunt pour financer les investissements de 2025.

Cela permettra à la Commune de pouvoir recourir à l'emprunt si nécessaire au cours des prochaines années pour financer notamment les projets à venir dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain ».

L'objectif est de poursuivre les investissements de la Commune sur des projets structurants pour améliorer le quotidien et le cadre de vie des habitants tout en poursuivant le travail de recherche des financements auprès des partenaires. Dans la continuité de 2024, la Commune poursuivra en 2025 ses investissements dans la transition écologique.

Les efforts constants réalisés par les agents et par les élus (dans le cadre de leurs décisions) permettent à la commune de se maintenir avec un résultat satisfaisant en particulier depuis le choc énergétique et l'inflation subis depuis 2022 (épargne nette 2022 : 222.219 € ; épargne nette 2024 : 494 497 €).

Néanmoins l'équilibre global reste fragile, et la vigilance doit être maintenue en 2025 et surement en 2026.

Il nous faudra contenir les dépenses de fonctionnement dans la mesure où les recettes restent sensibles aux décisions gouvernementales : c'est la seule solution pour permettre à la commune d'envisager les investissements futurs pour assurer le bien-être des habitants et l'attractivité de la commune.

**II – Budget Annexe : « local commercial »**

**Ce Budget est assujetti à la TVA et est donc exprimé en HT.**

Le budget annexe « Local commercial » a pour objet :

- La gestion d'une boucherie située rue saint Fiacre,
- Et la gestion du bâtiment du Snack-Parc au sein du CRAPA.

En 2023, la construction d'un nouveau local commercial « Snack Parc » a été réalisée. Ces locaux sont loués à un exploitant suite à une mise en concurrence.

**Prévisions pour le Compte Administratif 2024 :**

Selon les dernières estimations, les chiffres du compte administratif 2024 du budget annexe devraient être proches du tableau suivant :

En € HT	Fonctionnement		Investissement
Recettes	21 266.67 €	Recettes	37 805.05 €
Dépenses	8 653.92 €	Dépenses	7 391.14 €
<b>Résultat exercice</b>	<b>12 612.75 €</b>	<b>Résultat exercice</b>	<b>-30 413.91 €</b>
Report 2023	8 000.43 €	Report 2023	627.13 €
<b>Résultat à affecter</b>	<b>20 613.18 €</b>	<b>Résultat à affecter (R001)</b>	<b>-31 041.04 €</b>
		RAR	-35 980.64 €
		<b>Résultat besoin d'investissement</b>	<b>-4 939.60 €</b>
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>15 673.58 €</b>	

**Section de fonctionnement pour l'exercice 2024 (En HT) :**

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 8 284 € (travaux de réparation, fourniture pour rambarde Snack Park et vérification et contrôle annuel obligatoire de la boucherie).

Les dépenses d'ordre d'exploitation de fonctionnement s'élèvent à 370 € (amortissements).

Soit un total de dépenses s'élevant à 8 654 €.

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 21 267 € (dont loyer de 5 667 € pour la boucherie et Snack Park, et 15.600 € de subvention d'exploitation provenant du budget principal).

Le report du résultat de 2023 est de 8 000 €, soit un résultat à affecter de 20 613 € en 2024.

**Section d'investissement pour l'exercice 2024 (En HT) :**

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 7 391 € (Fin de travaux pour la construction d'un nouveau local Snack Parc dans le CRAPA).

Les recettes d'investissement s'élèvent à 37 805 € (370 € d'amortissement et 37 435 € d'affectation de résultat 2023),

Un excédent de financement 2023 de 627 €, soit un excédent de financement 2024 de 31 041 €.

Des « restes à réaliser » de 2024 de -35 981 € (fin de travaux pour la construction d'un nouveau local Snack Parc dans le CRAPA).

Soit un déficit de financement d'investissement de 4 940 €.

**Au global, le résultat net de l'exercice 2024 serait de 15 674 €.**

**Orientations budgétaires en 2025 pour le Budget Annexe « Local Commercial » :**

**Section de fonctionnement pour l'exercice 2025 (En HT) :**

Les dépenses réelles de fonctionnement prévues seraient de 34 480 € (travaux de mises aux normes dans les locaux et l'entretien et réparation du matériel de la boucherie et du Snack Park, créances en non valeurs (Loyer impayé suite à la liquidation judiciaire du locataire), titres antérieurs annulés, etc...).

Les dépenses d'ordre d'exploitation de fonctionnement prévues seraient de 7 300 € (transfert à la section d'investissement, dépenses imprévues et les amortissements).

Les recettes réelles de fonctionnement prévues seraient de 26 106 € (Loyers : 9 006 €, dotation du budget principal : 15.100 €, mandats antérieurs annulés : 2.000 €).

Le report du résultat de 2024 serait de 15 674 €.

Soit un total de la section de fonctionnement équilibré à 41 780 €.

**Section d'investissement pour l'exercice 2025 (En HT) :**

Les dépenses d'investissement prévues seraient de 42 281 € (dont 6 000 € d'équipement, 300 € de dépenses imprévues et 35 981 € de restes à réaliser),

Les recettes d'investissement prévues seraient de 5 310 € (370 € d'amortissement et 4 940 € en affectation du résultat 2024),

L'excédent de financement de 2024 serait de 31 041 €.

Soit un total de la section d'investissement équilibré à 42 281 €.

Il est précisé qu'il n'y a pas d'emprunt sur ce budget annexe.

**III – OPERATIONS PLURIANNUELLES**

Les opérations pluriannuelles connues et programmées à ce jour et qui pourront générer des dépenses et des recettes de fonctionnement supplémentaires sur le budget principal sont les suivantes :

1) Réhabilitation et extension de l'Espace Culturel Marcel Pagnol :

Pour rappel, la réglementation en vigueur impose aux collectivités la réduction de consommation d'énergie dans les bâtiments de plus de 1.000m² pour 2050. Le projet émane d'une volonté de la commune de répondre à cette réduction des dépenses énergétiques et de favoriser l'attractivité de son territoire avec l'extension du bâtiment.

Pour information, les travaux ont démarré en Mars 2023 et devraient être achevés fin Février 2025. À la suite de ces travaux, il faut envisager une dépense supplémentaire de fonctionnement (fluide, entretien, ménage, etc....) à partir de Mars 2025 pour un montant estimé à 10.000 € TTC environ par an. Les recettes de location peuvent être estimées à 5.000€ TTC par an environ. L'isolation par l'extérieur du bâtiment permettra d'atteindre le niveau BBC Rénov -60%, ce qui générera une économie de 60% sur les dépenses de chauffage du bâtiment, soit une économie annuelle estimée à 25.000€ environ.

2) Renouvellement du matériel au titre du P3 dans le marché de chauffage des bâtiments communaux :

Pour rappel une autorisation de programme a été créée en Mars 2023 pour programmer chaque année les dépenses récurrentes de renouvellement du matériel au titre du P3 dans le marché de chauffage des bâtiments communaux.

Ces dépenses d'investissement étant récurrentes, elles sont donc rappelées dans le tableau ci-dessous :

Libellé	Montant Total AP	CP 2023 TTC	CP 2024 TTC	CP 2025 TTC	CP 2026 TTC	CP 2027 TTC	CP 2028 TTC	CP 2029 TTC	CP 2030 TTC
P3 du marché de chauffage	160 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €